

CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DE SA VISITE OFFICIELLE EN GRANDE-BRETAGNE, À L'INSTITUT FRANÇAIS DE LONDRES, VENDREDI 26 OCTOBRE 1984.

26 OCTOBER 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DES JOURNALISTES.- Joyeux anniversaire.

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie de vos vœux, j'arrive en effet à un âge respectable. J'espère que vous vous en rendez compte. Je suis accueilli non seulement par des journalistes fort aimables, mais aussi par un ciel bleu. Tout cela est bien prometteur. Merci.

- Mesdames et messieurs, j'achève, comme vous le savez, à l'instant, ce voyage d'Etat qui a duré trois jours et qui m'a permis de recevoir l'hospitalité, très agréable et chaleureuse, de Sa Majesté la Reine Elizabeth et de sa famille et de rencontrer en cette circonstance les différents responsables politiques et administratifs de ce pays. Je reste encore quelques heures, à -titre privé, pour rencontrer quelques amis et je serai de retour cet après-midi à Paris.

- Je crois que le plus simple, selon une tradition aujourd'hui constamment appliquée, est de vous laisser maintenant la parole et de demander à celles et à ceux qui ont bien voulu prendre part à cette conférence de presse de me poser les questions de leur choix. Je souhaite que ces questions puissent être groupées autant que possible pour éviter qu'on aille dans tous les sens. Mais enfin c'est à vous de faire comme vous le souhaitez. Je suis ici pour vous répondre. Je vous remercie. Qui souhaite prendre la parole ?\

QUESTION.- Monsieur le Président, voulez-vous nous dire tout d'abord quel est le résultat de vos entretiens, au-cours des derniers jours, avec le Chef du gouvernement britannique. Les principaux résultats ?

- LE PRESIDENT.- Avec le Chef du gouvernement `Margaret Thatcher`, c'est une conversation qui est engagée déjà depuis longtemps, depuis trois ans et demi, qui a d'ailleurs pratiquement commencé dans cette ville, puisque le premier sommet franco-britannique auquel j'ai participé se déroulait à Londres `les 10 et 11 septembre 1981` £ qui a connu divers épisodes puisque le dernier sommet des pays industrialisés se tenait aussi à Londres cette année, et que les rencontres, dans telle ou telle capitale, sont multiples. Ce voyage n'était donc pas fait particulièrement pour approfondir des relations qui, étant constantes, peuvent déjà à tout moment nous permettre de traiter des sujets importants, soit pour nos relations bilatérales, soit pour les relations internationales vues d'une façon plus générale. Alors, nous avons parlé véritablement ensemble des sujets dont nous avons la responsabilité - une heure et demie peut-être - on ne peut pas prétendre faire le tour des choses en un délai si bref. Nous avons surtout parlé des problèmes posés par les discussions en cours sur l'Europe des Dix et des problèmes posés par la discipline budgétaire et par l'élargissement. On peut dire que cela a été l'essentiel de notre conversation, ce qui ne nous a pas interdit telle ou telle réflexion sur d'autres sujets.\

QUESTION.- Je regrette d'être obligé de m'exprimer en anglais. Mais malheureusement, je ne parle pas le français. Puis-je me permettre d'évoquer une lettre qui m'a été adressée par votre Cabinet à propos de votre visite à Moscou.. Je souhaite également rappeler l'affaire Chtchtaransky.

- LE PRESIDENT.- Monsieur, c'est une affaire que, comme tout le monde, je connais bien, dont j'ai eu à diverses reprises à m'occuper. J'ai moi-même reçu il y a quelques temps, quelques années maintenant, Mme Chtchtaransky, qui est passée par Paris au-cours de ces derniers jours, et y a été reçue par M. le ministre des relations extérieures `Claude Cheysson` et par ma femme. C'est une affaire que nous suivons, à propos de laquelle, nous maintenons, sans arrêt, une conversation précise avec les autorités soviétiques.

- QUESTION.- Monsieur le Président, Kaboul a annoncé hier soir la libération du journaliste français détenu en Afghanistan. Mais cette libération a été annoncée au même moment par l'Agence Tass. En tirez-vous des conclusions concernant l'évolution des relations franco - soviétiques et quel est votre sentiment sur l'ensemble de cette affaire ?

- LE PRESIDENT.- Le procès et sa conclusion étaient déplorables. L'issue est heureuse, je me réjouis. Que puis-je vous dire d'autre sinon que Jacques Abouchar sera très bien accueilli par tous les Français, et par moi en-particulier.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous n'avez pas pu ne pas remarquer, en lisant la presse britannique, qu'il y a eu un incident entre la police française et la police britannique au-cours de votre voyage. Certains éditoriaux suggèrent que cela peut assombrir les relations franco - britanniques. Je voudrais connaître votre sentiment.

- LE PRESIDENT.- Je ne le pense pas. Il faut garder le sens des proportions. Je pense que le sens des proportions est une qualité britannique £ en tout cas je veux l'espérer. Les discussions avec les autorités britanniques ont été comme je le disais tout à l'heure, très sérieuses, très approfondies. Elles ont été menées depuis la première heure jusqu'à maintenant. Chaque chose étant mise à sa place, on peut considérer que ce voyage a permis de définir en commun un certain nombre de démarches qui seront profitables à nos deux pays et à l'Europe.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous êtes dans un pays qui aime surtout les animaux. Le Daily Telegraph, qui est un journal assez sérieux, propose ce matin qu'un futur enfant de la chienne et du chien de Scotland Yard qui ont un si bon flair, soit présenté au Président de la République française pour sa protection. Est-ce que vous accepteriez bien volontiers un tel cadeau, livré peut-être par le tunnel sous la Manche ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà trois Labradors mais j'en prendrais un quatrième avec le plus grand plaisir. Je connais peu de chiens aussi intelligents, aussi fidèles et d'aussi bonne garde. Si cette initiative est prise j'en serais très touché.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pendant ces derniers cinq jours vous avez entendu les opinions sur les Iles des Malouines du Président de la République argentine et du Premier ministre de Grande-Bretagne et on a dit que Mme Thatcher a souligné la grande importance qu'elle attache aux votes à l'ONU. Est-ce que vous avez décidé, monsieur le Président, d'appuyer Mme Thatcher par la continuation de l'abstention française à l'ONU ?

- LE PRESIDENT.- Successivement, M. Alfonsin, puis Mme Thatcher ont souligné la grande importance qu'ils attachaient à la résolution de cette affaire, mais visiblement pas de la même façon. Nous jugerons sur texte. Nous souhaitons que l'arrêt des hostilités soit réellement constaté, peu importe la forme juridique de l'expression sur laquelle, selon une fâcheuse habitude, on discute trop longtemps. Nous pensons d'ailleurs que nos discussions des années précédentes ont déjà conduit à supprimer des appréciations malencontreuses dans le jugement que l'on peut porter sur la présence britannique aux Malouines. C'est derrière nous cela. Il reste, au fond, strictement un problème, disons de souveraineté. Est-ce que ce principe de souveraineté est discutable ou non ? Est-ce que cela peut être soumis à négociation ? C'est la question où la France aimerait voir se rapprocher les points de vue. Après tout, avant cette guerre des Malouines, la discussion était déjà engagée. Pourquoi n'aurait-elle pas lieu de nouveau ? Une fois mises de côté, non seulement les armes mais aussi les armertumes qui sont naturellement issues du récent conflit. Donc c'est la façon d'aborder cette discussion : est-ce qu'une négociation, un débat, peut avoir lieu et est-ce que le Secrétaire général des Nations unies, en-particulier, peut être conduit à faire valoir, je ne dirais pas un arbitrage, mais des services amiables pour faciliter la rencontre des points de vue, qui pour l'instant, sont encore antagonistes sur ce point ? La France travaille sur ce texte dans cet -état d'esprit.\

`Suite réponse sur les relations argentino - britanniques`

- Quant à la détermination sur le vote, elle sera bientôt connue puisque je crois que c'est le 1er novembre que doit intervenir ce vote. Dès mon retour, dès le retour de M. le ministre des relations extérieures `Claude Cheysson`, de nouveaux échanges auront lieu avec les deux parties qui sont l'une et l'autre amies enfin. Depuis le retour à la démocratie en Argentine, je pense que nous avons des devoirs à l'égard de ce pays, sans oublier que c'est l'ensemble de l'Amérique latine qui se trouve intéressé par ce sujet. Il faut donc y prendre garde. La France s'est déjà, à diverses reprises - contre un mouvement général des Etats-Unis d'Amérique, de l'Espagne, d'autres pays encore, qui ont voté pour cette motion avec les pays de la Communauté européenne, abstenue. D'une façon générale, telles sont les orientations. Le risque est que d'une année sur l'autre, cela finisse par apparaître comme un serpent de mer. Cela serait fâcheux. Il faut à tout prix chercher une conciliation. Est-ce possible ? Je ne veux pas

mer. Cela serait fâcheux. Il faut à tout prix chercher une conciliation. Est-ce possible ? Je ne peux pas vous le garantir. D'ailleurs, ce n'est pas du domaine de la France. C'est du domaine des chancelleries britannique et argentine. Nous sommes encore dans la phase diplomatique de discussions sur les termes de la résolution. Cette discussion sera forcément terminée dans la semaine qui vient et la France fera connaître sa position.\

QUESTION.- Pour en revenir un instant à l'affaire de l'explosif, une certaine surprise a été causée à Londres par le communiqué de l'Ambassade de France regrettant l'incident, mais il y a eu apparemment des informations très complètes données, semble-t-il, par le ministre de l'intérieur `Pierre Joxe` à Paris, mettant en cause Scotland Yard. Pourriez-vous nous dire si, en fait, votre gouvernement estime que c'est à Scotland Yard qu'incombe la responsabilité de cet incident regrettable ?

- LE PRESIDENT.- Je laisse les services compétents eux-mêmes conduire cette enquête. Il faut les laisser la mener à bien. Que voulez-vous que je vous dise de plus dans cette affaire ? Je l'ai apprise comme vous. Elle a eu lieu parce que M. l'ambassadeur de France a demandé lui-même aux services britanniques de venir sur un petit territoire français à Londres, garanti par l'immunité diplomatique. C'est donc un geste de l'ambassadeur qui a engagé la France, montrant la confiance que nous avons dans la police britannique. Les deux responsables de la police qui se sont rencontrés l'ont fait dans des conditions que je suis absolument incapable d'explorer davantage moi-même. Je ne pense pas d'ailleurs que ce soit exactement de ma compétence. Cette histoire de chien ne pouvait à certains points de vue que m'attendrir. Quant à l'explosif, il était inerte puisqu'il n'y avait pas de détonateur à l'ambassade de France. Je ne pense pas que cet artificier, qui n'était d'ailleurs pas membre de mes gardes du corps - comme on dit - ou de ma sécurité personnelle, mais des services officiels classiques, ait eu pour intention de faire sauter l'ambassadeur et le Président de la République française. Nous faisons toute confiance aux bons sentiments de cet artificier, puisque c'est son métier. Son métier, c'est de déminer et non pas de miner. A cet égard, je crois que, finalement, pour éviter tout malentendu de ce genre, la bonne façon de faire, c'est de se conformer strictement aux réglementations des pays qui nous reçoivent, c'est tout ce que je peux vous dire à ce sujet.\

QUESTION.- Lors de vos entrevues avec Mme Thatcher concernant l'élargissement de la Communauté `CEE`, a-t-il été question des problèmes qui restent à résoudre entre les Dix et l'Espagne et le Portugal ? Je pense en-particulier à ceux qui intéressent l'Espagne.

- LE PRESIDENT.- On a naturellement parlé de cet élargissement puisque c'est le sujet du jour, sujet fort important. Vous savez que mon pays est favorable à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Les années ont passé, cela a été cent fois rebattu. On en a discuté, puis il a fallu prendre une décision. Cette décision, je l'ai prise, elle est de faciliter par tous les moyens possibles cette adhésion. On en a même fixé la date : 1er janvier 1986. Cela dit, dans une négociation, il faut que les intérêts respectifs des divers pays, ceux qui ne sont pas encore dans la Communauté et ceux qui y sont déjà, soient respectés le mieux possible. Il ne faut pas qu'il y ait de victimes et, en-particulier, il ne faut pas que ce soit les producteurs français. Je parle là pour mon pays.

- D'autres que la France ont telle ou telle observation à faire, mais nous le faisons de façon amicale. La semaine dernière encore - je parle pour la France - quatre, cinq ministres français se trouvaient à Barcelone, discutaient avec leurs homologues dans un bon climat. Il y a des problèmes qui touchent à la pêche. C'est un problème européen qui avait été résolu, vous vous en souvenez, assez difficilement par la fondation de l'Europe bleue, comme on dit. Là, il y avait des difficultés avec le Danemark. Il y a les problèmes touchant à la production viticole, aux fruits, aux légumes. Enfin, il y a toutes les productions méditerranéennes qui sont naturellement produites par un pays comme l'Espagne et par les pays du pourtour : l'Italie, la France et souvent la Grèce. Et puis il y a aussi les équilibres nécessaires à l'intérieur de la Communauté entre les productions des pays dits du nord et les productions des pays dits du sud. Nous en discutons comme on a discuté de tout le reste depuis 1957, depuis le Traité de Rome, et finalement on a résolu ces problèmes. Je pense qu'ils ont été au moins aussi difficiles lors de l'adhésion de la Grande-Bretagne et, pourtant, cela s'est fait et cela continuera heureusement. Je suis tout à fait résolu, d'une part, à poser très franchement les quelques problèmes qui restent, dans les domaines que je viens d'évoquer mais qui ont avancé, beaucoup avancé et à faire que l'Espagne puisse pleinement entrer dans le Marché commun où c'est bien sa place.

- Nous avons donc parlé de ces choses avec le sentiment qu'il fallait peut-être un peu précipiter les

procédures parce que nous sommes déjà à la veille du mois de novembre et que, si l'on veut que tout soit décidé pour le premier janvier, l'Espagne puisse tout à fait officiellement et réellement entrer dans le Marché commun, il n'y a pas de temps à perdre.\

QUESTION.- Monsieur le Président, les conversations que vous avez pu avoir avec les responsables de l'Etat, du gouvernement et du monde politique britannique, vous ont-elles convaincu que l'Angleterre a effectué sa révolution culturelle et qu'elle est désormais vraiment décidée à oeuvrer pour l'union européenne avec sa ténacité coutumière ?

- LE PRESIDENT.- J'ai le sentiment que l'idée de l'union européenne - ce sont les termes de Stuttgart - a vraiment fait des progrès et qu'on assiste maintenant à un mouvement qui devrait être irréversible, qui gagne de proche en proche l'opinion britannique. C'est mon sentiment. Certes, il reste des personnalités fort estimables et des organisations politiques beaucoup plus réticentes, mais le mouvement va dans ce sens. Enfin, telle est ma conviction à l'issue de ce voyage.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez évoqué l'autre jour ou plutôt vous avez lancé un appel à la reprise des négociations sur le désarmement nucléaire. Vous avez souligné l'urgence et la nécessité de cela. Pourquoi cet appel et quels prolongements peut-on en attendre ?

- LE PRESIDENT.- C'est un appel que j'ai lancé depuis longtemps déjà. Je me souviens de l'avoir fait à la tribune de l'assemblée des Nations unies à New York, il n'y a pas si longtemps, c'était l'année dernière. Je crois que la politique de la France a été constante : reprise des négociations pour aboutir au niveau le plus bas possible d'armement entre les deux grandes puissances qui discutent à Genève de ce schéma. Je l'ai sans cesse répété. C'est une bonne chose de se répéter, même si c'est un peu lassant pour celui qui le sait et pour ceux qui l'entendent, mais c'est comme cela que les clous s'enfoncent. Donc, j'ai repris cet appel. Il y a des occasions plus solennelles que d'autres qui ont plus de portée. S'exprimer devant le Parlement britannique, c'est une grande circonstance. Il eût été incompréhensible qu'ayant déjà demandé la reprise, le plus tôt possible, de cette négociation, je ne le fasse pas, justement dans l'un des endroits où se détermine la politique du monde. J'ai répété, avec un accent peut-être particulièrement résolu, convaincu, ce qui est l'expression même de la politique de la France. Comme le temps passe et que les élections américaines se rapprochent, on peut raisonnablement penser maintenant, sans exagérer l'assurance, que le début de l'année prochaine devrait voir certains mouvements diplomatiques s'engager et peut-être, en tout cas je le souhaite, la reprise de la négociation. Sur les mêmes bases ? Je ne sais pas, d'ailleurs, ce n'est pas à moi de le déterminer. La France n'est pas partie prenante à cette négociation. Est-ce que ce sera pour reprendre la conférence de Genève, là ou ailleurs, exactement dans le même fil ? J'en doute. Est-ce que ce sera une conférence où l'on brassera l'ensemble des données, des armements, et pas simplement les armes nucléaires intermédiaires ? Je crois que c'est plus probable, mais enfin cela n'est pas mon affaire. Laissons les responsables de ces deux pays en discuter. Le rôle d'un pays comme le mien, c'est de préparer le terrain de telle sorte que cette conversation reprenne dans le plus bref délai raisonnable.\

QUESTION.- Je ne sais pas si vous croyez aux symboles en politique, mais lorsque vous prenez la parole au Parlement, vous le faites dans la Galerie royale qui est décorée de deux immenses tableaux, l'un représentant la mort de Nelson à Trafalgar, l'autre la rencontre de Blücher et Wellington à Waterloo. Lorsqu'on vous place à la place d'honneur au Guildhall, c'est en face de la statue du même Wellington, et j'en viens à ma question : ne pensez-vous pas que finalement ce type de passé et ce type de conflit pendant des siècles entre la France et la Grande-Bretagne pèsent encore très lourd ? Et peut-être même plus lourd que l'Entente cordiale ou le Marché commun dans toute une partie de l'opinion publique britannique et de la classe politique britannique comme semble le montrer la campagne à laquelle a donné lieu le regrettable incident que mes collègues mentionnaient il y a quelques minutes ?

- LE PRESIDENT.- J'imagine la situation de l'Anglais qui passe devant les Invalides et le tombeau de Napoléon, qui vient me voir à l'Elysée, qui parcourt des salons où a vécu Napoléon 1er, qui passe place des Pyramides devant la statue de Jeanne d'Arc, qui, etc .. C'est comme cela. L'histoire de nos deux pays a été une très longue compétition, qui se comprend parfaitement si l'on apprécie les limites du monde et des hommes en marche vers leur civilisation depuis la naissance de nos deux nations qui ont été, avec l'Espagne, deux des trois premières nations du monde et se sont naturellement disputées la suprématie. Est-ce que ça vous étonnerait ? Avec cet aspect particulier que, la dynastie britannique

était française, si on peut le dire exactement, car on pourrait aussi dire qu'elle était peut-être scandinave. On ne sait pas trop où s'arrêter ou bien où cela commence, avec cette fâcherie qu'ont pu éprouver les Britanniques à l'égard des français sur l'idée soudainement survenue à la fin des capétiens directs, de ressusciter une loi : la Loi Salique que tout le monde avait oubliée depuis au moins, je ne voudrais pas dire d'erreur, 900, 800, 700, depuis au moins trois cents ans et même davantage peut-être, tout cela pour que leur roi, fils d'une reine, ne puisse pas régner à Paris ! Bien, ils n'étaient pas contents. Et puis là-dessus, cette femme, très remarquable `Aliénor d'Aquitaine`, qui trouve le moyen d'épouser successivement le Roi de France `Louis VII` et le Roi d'Angleterre `Henri II`, a pas mal compliqué nos affaires. Les Anglais savent.\

`Suite de la réponse sur l'histoire des relations franco-britanniques`

- Il n'empêche que nous avons la satisfaction, aujourd'hui, de constater que la façon dont on parlait à cette époque en France, eh bien c'est comme cela qu'on parle encore à la cour d'Angleterre. Enfin, c'est une très modeste revanche ! Ils ont gagné, on a perdu. On a gagné, ils ont perdu, et puis finalement on a fini par se retrouver dans le même camp et par gagner ensemble. On ne va pas revenir en arrière. Je ne pense pas que ce soit une incitation à préférer le combat qui a vu Henri V s'installer à Paris, ou bien Talbot périr à Castillon-la-Bataille. Cela date - sans vouloir jouer les bas bleus - cela date quand même de 1433, et j'ajoute qu'il y a eu le retour de flamme avec Bonaparte. C'est vrai que Pitt, Nelson, Wellington et quelques autres ont été de rudes adversaires. Très bien.

- Et puis il y a eu l'époque coloniale. Je suis même tout à fait surpris et presque choqué, monsieur, que vous ne m'ayez pas parlé de Fachoda. C'est vrai qu'encore aujourd'hui, quand on va dans tel coin du Proche-Orient ou dans tel endroit d'Afrique, on a l'impression que nous en sommes encore à la période où les administrateurs ou les militaires britanniques et français avaient pour essentiel de leurs occupations de se faire des misères. On se disputait un empire. Permettez-moi de vous dire qu'aujourd'hui l'empire, il a plutôt changé de place.

- Que cette longue histoire, tragique et belle à la fois, ait laissé des traces dans la conscience populaire, comment voulez-vous qu'il en soit autrement ? Le rôle des politiques, des responsables, des maîtres à penser, des historiens, c'est peu à peu de dégager de cette histoire des lignes de force qui doivent conduire à rechercher les affinités plutôt que les contradictions. Ce sont deux peuples différents comme a dit excellemment, je crois, un journaliste britannique dans un éditorial d'hier. Ils sont différents et, en effet, ce serait bien ennuyeux qu'ils soient pareils.

- Cette conscience très profonde de l'histoire et d'un conflit qui a duré des siècles, qui a rebondi plusieurs fois, est toujours là. Le rôle en tout cas d'un responsable comme je le suis, c'est de chercher à créer ou à recréer toutes les raisons que nous avons de choisir l'autre tradition, celle des bons accords, celle des relations cordiales - elles ont été nombreuses aussi - celle des alliances. Dépassons peut-être un peu ce sujet qui pourrait paraître un peu restreint. L'antagonisme franco - britannique c'est aujourd'hui, dans la proportion des affaires universelles, quelque chose de mineur. Imaginons ce que, à travers l'Europe et dans le reste du monde, deux pays comme les nôtres, aussi riches d'histoire, de force et de civilisation, seraient capables de faire ... C'est surtout à cela que je pense, monsieur.\

QUESTION.- Excusez-moi de revenir à la question de l'explosif. C'est le fait que des explosifs auraient été introduits dans le pays qui a soulevé le plus de préoccupation, à la Chambre des Communes et ailleurs. Partagez-vous cette préoccupation et estimez-vous que la personne en cause devrait être sanctionnée ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà eu l'occasion de le dire à l'instant mais peut-être vous n'avez pas pu m'entendre, que la sagesse était de se conformer strictement aux règles en vigueur dans le pays où l'on se trouve. Cela vaut pour les Français qui se trouvent en Grande-Bretagne, cela vaut et cela peut valoir pour les Britanniques qui se rendent en France. C'est une règle générale, d'abord de courtoisie - il ne faut pas y manquer - ensuite de prudence pour éviter les fâcheuses interprétations. Je n'ai rien d'autre à vous dire. Je vous le répète, monsieur, n'exagérons pas les causes et les effets de ce genre de malentendu.\

QUESTION.- Vous avez parlé du tunnel sous la Manche au banquet de Buckingham Palace. En avez-vous reparlé avec Mme Thatcher ?

- LE PRESIDENT.- J'en parle tout le temps ! Alors, vous pourrez croire que c'est une obsession. Et en ce sens, je suis simplement attentif aux propos que me tient Mme Thatcher, parce que

sens, je suis simplement, comment dirais-je, attentif aux propos que me tient Mme Thatcher, parce que c'est elle qui m'en a parlé la première en 1981, question de chronologie. J'aurais pu aussi bien le dire le premier. Je pense que ce serait une bonne chose, une très bonne chose. Il existe des moyens modernes, il y en avait déjà anciennement, mais enfin il y aurait maintenant de moins gros problèmes pour le réaliser. Je pense que ce serait une bonne chose. Je le souhaite et je le dis, et je crois qu'il y a pas mal de Britanniques qui pensent comme moi.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous regrettez que cet incident des explosifs soit intervenu pendant votre visite à Londres ?

- LE PRESIDENT.- Vous voulez me demander si j'aurais préféré que cela arrive à un autre moment ? Non, il aurait mieux valu que cela n'arrive pas du tout.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pouvez-vous nous parler de vos entretiens avec M. Kinnock et en particulier de votre échange de vues à propos des armes nucléaires de l'Ouest, en vue de la poursuite de vos essais nucléaires dans le Pacifique ?

- LE PRESIDENT.- Non, on n'a pas parlé des explosions françaises dans le Pacifique. D'ordinaire c'est réservé à nos échanges de vues avec les Australiens. Que voulez-vous, il faut un peu partager le travail. Non, on n'en a pas parlé du tout de cela. Voyez .. Il aurait fallu que je reste 48 heures de plus.

- Avec M. Kinnock nous avons eu un excellent contact. D'ailleurs je le connais déjà et je l'apprécie beaucoup. Il représente un grand parti qui appartient à la même organisation internationale qu'un parti que j'ai dirigé naguère. Assurément, mes obligations d'aujourd'hui et mes devoirs sont différents. Je ne parle pas au nom de mes opinions politiques particulières mais je parle au nom de mon pays tout entier, dans sa diversité et dans son unité. La politique de la France en-matière de défense comme vous le savez est fondée sur une stratégie de dissuasion et donc sur la détention de la force nucléaire. Le parti que je dirigeais s'était rallié à cette position dès 1977 et, contrairement à ce que j'ai lu ici ou là, n'a pas attendu 1981 pour cela, estimant que, même si le déroulement des faits s'était produit autrement que nous ne le souhaitons, il faut tenir compte de leur domination, celle des faits. On ne peut pas refaire l'histoire en partant de zéro.

- De même, la stratégie de la dissuasion présente des aspects positifs remarquables. Telle n'est pas la position du "Labour Party", tout le monde le sait, ce n'est pas une découverte. Voilà un problème sur lequel les positions de ce parti et celles de la France ne peuvent pas être confondues. Ce ne sont pas les seules. Jamais on n'a prétendu à l'identité des positions. Chacun poursuit son expérience par-rapport à ce qu'il estime être les intérêts de son pays. Nous avons eu une conversation très intéressante qui, sur certains points, permet de considérer avec optimisme l'ensemble des relations que la France a avec les grandes formations politiques britanniques.\

QUESTION.- Pour en revenir aux sujets que vous avez évoqués au-cours de vos entretiens, si l'Europe (...), les autres pays du monde devraient-ils baser leur économie sur l'or, le pétrole ou l'écu ?

- LE PRESIDENT.- Le thème que nous défendons est que plusieurs pôles monétaires puissent se constituer. Nous les avons même cités. Le dollar, cela va de soi, mais aussi le yen et, enfin, l'écu sans oublier les droits de tirage spéciaux. Voilà le choix que nous avons fait. Je crois que ce serait plus juste, que ce serait plus raisonnable que la reconstruction d'un ordre monétaire international ne pourrait se faire qu'autour de ces divers pôles et non pas autour d'une seule monnaie qui remplit divers rôles, dont certains n'ont rien d'économiques. Quand une monnaie est à elle seule la monnaie de compte, de référence, quasiment pour le monde entier, et en même temps une valeur-refuge contre les effets de la crise, capable d'aspirer donc la plupart des disponibilités financières des autres pays, des pays industriels - c'est notre cas - c'est bien fâcheux £ des pays du tiers monde ça l'est encore plus. Cela prouve que le système ou plutôt l'absence de système est mauvais. Mais je vous ai dit ce que nous recherchons nous, Français. C'est la définition de ces pôles différents - trois monnaies importantes, de référence : dollar, yen, écu, les droits de tirage spéciaux réaménagés - et autour de cela rediscuter des variations pour arriver à limiter les fluctuations. Bref, à avoir une politique qui ne soit pas simplement monétaire mais qui repose sur une certaine harmonisation économique. On ne peut pas séparer artificiellement cet aspect monétaire du reste, cela nous entrainerait bien loin.\

QUESTION.- Selon la presse, les relations de votre pays avec la Syrie seraient marquées par une certaine tiédeur. Pouvez-vous nous dire vos vues sur ce point, nous indiquer si vous comptez vous rendre en Syrie et nous préciser la date de votre visite. Pouvez-vous nous dire ce que la France se

propose de faire afin d'aider à réaliser le retrait d'Israël du Sud Liban ?

- LE PRESIDENT.- La France au Liban remplit un rôle tellement utile que l'ensemble des factions libanaises réunies derrière un gouvernement de réconciliation nationale, l'ensemble de ces factions, et chacune en-particulier entretient avec mon pays des relations fécondes. C'est à la France qu'ont été demandés des observateurs pour faciliter les relations entre les libanais eux-mêmes. Il y a quelques 3000 Français dans les forces de la FINUL. Toujours à la demande des différentes catégories représentant le Liban, dans le -cadre de bonnes relations avec l'exécutif, le Président de la République, le gouvernement, la France est intervenue constamment pour tentet d'épargner au Liban les graves conséquences de l'-état de guerre qui s'est instauré sur son territoire sous diverses formes et nous insistons beaucoup pour que, en effet, le sud du Liban retrouve la réalité de la souveraineté de ce pays, qu'il y ait évacuation des troupes israéliennes. Je crois que d'ailleurs le gouvernement israélien examine cette affaire avec le plus grand sérieux. C'est normal qu'il demande des garanties : il y a une frontière non disputée mais une frontière troublée. Il est normal que, par un accord commun, ces pays parviennent à trouver un modus vivendi. Mais la souveraineté c'est la souveraineté. Je peux donner un excellent bulletin de santé des relations franco - libanaises.

- Quant à la Syrie, je m'y rends en effet - je peux confirmer ce que vous venez de dire - je compte m'y rendre à la fin du mois de novembre, à l'invitation du Président Assad.\

QUESTION.- Quel est l'impact prévisible de l'élection présidentielle aux Etats-Unis sur les relations franco - américaines ? Avec lequel des deux candidats vous serait-il le plus facile de travailler ?

- LE PRESIDENT.- La France travaille avec le Président qu'élisent les Américains. Elle ne se pose pas ce genre de questions. Mais les relations entre nos deux pays sont bonnes, elles sont franches. Nous sommes d'accord sur un certain nombre de grandes lignes directrices de la politique de sécurité. Elles sont différentes, parfois, contraires, sur certains autres points. Elles se différencient dans l'approche de l'affaire de la Namibie. Elles se différencient dans l'approche du problème de l'Amérique centrale, etc. Mais nos relations se déroulent, d'une façon générale, sur la base de discussions cordiales, c'est le mot de circonstance. Donc, nous discuterons avec le futur Président comme nous discutons avec l'actuel. Il est possible que les deux termes se rapprochent, je n'en sais rien. Je ne fais pas de pronostics, je fais comme vous, je lis les sondages. Je les lis pour les Etats-Unis d'Amérique, je les lis aussi pour la France. Donc j'ai appris à adopter à leur égard une certaine forme de philosophie. Comment voulez-vous que je juge exactement ce qui se passera aux Etats-Unis d'Amérique ? Nous avons bien travaillé avec le Président Reagan. Une fois réélu, nous continuerons de bien travailler avec lui, je le répète, dans un dialogue très franc, aussi clair que possible, et nous travaillerions de la même façon avec l'autre candidat `Walter Mondale` s'il était choisi. Je les connais tous les deux personnellement. Je n'ai rien d'autre à dire.\